

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 juin 2022
Régulièrement convoqué le 17 juin 2022

Le 27 juin 2022 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Laurent CHAUVEAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Chérif HEROUM), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU), M. Laurent MILAZZO (pouvoir Mme Aurore DESRAYAUD), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

3.00 - PRÉEMPTION PRACOMPTAL – CONSIGNATION DU PRIX DE VENTE

Monsieur Laurent CHAUVEAU, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

La politique de la ville désigne la politique mise en place par les pouvoirs publics afin de revaloriser les zones urbaines en difficulté et de réduire les inégalités sociales entre les territoires. Elle porte deux ambitions fortes :

- réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines
- et améliorer les conditions de vie des habitants, en luttant notamment contre toute forme de discrimination,

et couvre de nombreux domaines tels que le développement économique, l'insertion professionnelle et l'emploi, le renouvellement urbain, l'éducation, la santé, la prévention de la délinquance et la sécurité, la médiation sociale, la culture, le sport...

Le Contrat de Ville entre la commune de Montélimar, la communauté d'agglomération Montélimar Agglomération, l'État, la Région, le Département, la Caisse d'Allocations Familiales, Pôle Emploi et l'Agence Régionale de Santé, constitue le cadre d'action de la politique de la ville et définit quatre axes d'orientations que sont l'emploi et l'économie, la cohésion sociale et la réussite éducative, la sécurité et la prévention de la délinquance, le cadre de vie et l'aménagement urbain - étant précisé que les questions liées à la jeunesse, à l'égalité entre les femmes et les hommes et la prévention des discriminations ont fait l'objet d'une approche transversale entre les différentes thématiques.

Les Quartiers Ouest de la Ville - tels Pracomtal - sont classés comme quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Des actions sont largement menées notamment au Centre Social Municipal Colucci qui est un lieu central d'animation de la vie sociale des quartiers Ouest, propose des services variés en direction des enfants, des adolescents, des familles et des adultes, prend en compte les besoins et demandes des habitants et participe activement à la lutte contre l'exclusion sociale et urbaine dans les domaines de l'emploi, de la sécurité et de la cohésion sociale.

Malheureusement les locaux sont aujourd'hui trop exigus pour lui permettre d'organiser de nouvelles actions en faveur des habitants du quartier et de répondre pleinement à ses objectifs, d'autant plus que les partenaires associatifs et les structures [sociales] proposent des projets qui nécessitent des réunions, des permanences ... et donc des locaux disponibles,

Considérant la nécessité de disposer de locaux supplémentaires, au cœur même des quartiers Ouest, plus visibles et plus accessibles, afin de proposer aux habitants un accompagnement plus efficient notamment au travers de permanences juridiques, de santé, d'accompagnement à l'écriture... en collaboration avec tous les partenaires sociaux, associatifs et institutionnels, la Ville a décidé de préempter deux locaux mis à la vente et situés 5 et 9 allée Molière par décisions 2021.09.94D et 2021.09.95D en date du 24 septembre 2021.

Les locaux étaient mis à la vente par Madame Fatima DAHMANI et Monsieur Ahmed MOUNTASSER pour le 5 allée Molière et par Monsieur Bouchaïd KARBACHE et Madame Tamanante MAKRANE pour le 9 allée Molière au prix de 14 000 € et de 53 000 €.

Malgré le respect des procédures et des délais (prorogés par des demandes de pièces complémentaires) et des préemptions au prix mentionnés dans les déclarations d'intention d'aliéner ainsi que de nombreuses relances auprès du notaire en charge de deux dossiers, la SCP DENARIE & AYZAC, les acquisitions n'ont toujours pas pu avoir lieu.

La dernière information du notaire mentionnait qu'un rendez-vous était fixé le 6 mai dernier pour faire aboutir les dossiers mais à ce jour aucun retour n'a été reçu par la Ville.

L'article 1583 du Code civil dispose que la vente est « parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

Ainsi bien que la Ville soit devenue propriétaire des locaux, la prise de possession n'a pu avoir lieu et le prix payé. Dans l'hypothèse d'un obstacle au paiement, le Code de l'urbanisme prévoit la possibilité de consigner les sommes dues, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.2241-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2111-1 et suivants et L.2141-1 et suivants,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.213-1 et suivants,

Vu l'article 1583 du Code Civil,

Vu le contrat de Ville 2015-2022,

Vu les décisions municipales 2021.09.94D et 2021.09.95D du 24 septembre 2021 d'exercer le droit de préemption urbain,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à consigner les prix de vente, des locaux préemptés, dus à Madame Fatima DAHMANI et Monsieur Ahmed MOUNTASSER et à Monsieur Bouchaïd KARBACHE et Madame Tamanante MAKRANE soit 14 000 € et 53 000 €,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à la consignation et à la déconsignation des sommes allouées,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 28 juin 2022

Le Maire,

Julien CORNILLET

